

**Pannella**

décision a été la plus opportune. Je suis certain que la procédure utilisée par le Groupe conservateur est absolument déloyale, mais je suis d'accord avec le président Glinne ; c'est une chose qui devra se régler politiquement dans le futur. Je pense donc que, pour l'instant, il n'y ait plus de motion de procédure, car les votes internes me paraissent parfaitement légitimes.

**Le Président.** – La parole est à Mme Seibel-Emmerling.

**Seibel-Emmerling.** – Herr Präsident, ich muß die Rechtmäßigkeit dieser Abstimmung bezweifeln. Ich habe mich vor der Abstimmung deutlich sichtbar gemeldet, da ich gegen den Vorschlag von Sir Henry Plumb sprechen wollte. Meine Wortmeldung wurde nicht gesehen und ich halte eine Abstimmung, ohne daß beide Seiten gehört wurden, nicht für rechtmäßig.

**Der Präsident.** – Ich hatte Sie leider nicht gesehen.

Das Wort hat Herr von der Vring.

**von der Vring.** – Herr Präsident, würden Sie uns bitte erklären, warum folgender Satz unter Artikel 56 Absatz 2 in der Geschäftsordnung steht : „Die Tagesordnung kann nach ihrer Annahme, außer bei Anwendung der Artikel 57 und 84 bis 88 oder auf Vorschlag des Präsidenten, nicht mehr geändert werden.“

Der Vorschlag kam eben nicht vom Präsidenten – ich denke jedenfalls nicht, daß Sir Henry der Präsident dieses Parlamentes ist. Sie haben trotzdem in Verletzung der Geschäftsordnung über eine Änderung der Tagesordnung abstimmen lassen. Es war ausdrücklich ein Antrag auf Änderung der Tagesordnung gestellt worden. Dies ist nicht zulässig. Der Artikel wird ja völlig leer, wenn man die Zeiten wahllos ändern kann, die Punkte aber irgendwie stehen läßt.

**Der Präsident.** – Herr von der Vring, Sie haben gesehen, daß Sir Henry einen Vorschlag gemacht hat. Sie haben auch feststellen können, daß ich diesen Vorschlag übernommen habe, damit sich das Haus dazu äußern kann. Das ist dann geschehen.

Das Wort hat Herr Enright.

**Mr Enright.** – Mr President, since we have already decided under Rule 44(1) that we shall in fact be having Question-time at 5.30 p.m., can I have an absolute guarantee from the presidency that not even voting at 5.30 p.m. will stop us starting

Question-time promptly at 5.30 p.m., as this would undoubtedly be contrary to the spirit of Rule 44(1) even if it would not be contrary to the hypocrisy of the group opposite, which decides only in a very selective way what is a junta and what is fascist ?

(*Laughter and applause*)

**President.** – I call Sir Henry Plumb.

**Sir Henry Plumb.** – Mr President, I am amazed that this has developed into the sort of row and *fracas* that it has developed into.

(*Interruptions*)

I merely asked with no sinister motive whatever that we vote on this immediately after the debate.

(*Cries of 'Hypocrite !' from the Socialist benches*)

If it is your wish, Mr President, to rescind the decision that has been taken by this House, then I am prepared to take it back. I can do nothing further than that for the simple reason that there was no sinister motive in this whatever. I was merely interested in the business of this House and that we vote on a very important debate immediately after the debate had taken place. Nothing was further from my mind and I am appalled at my colleagues over there who seem to think that there is some other motive in making this request than the very straight and pure motive that I had in my mind.

(*Applause from the Conservative benches and the centre*)

**President.** – Sir Henry Plumb, I have to say that one of the reasons why I took over your proposal was exactly that in our public relations we have great difficulty over the disjunction between our debates and our votes, and I would urge that in other cases also we try to link debate and vote. This for public relations is an essential element.

**Falklands-krisen**

**Krise auf den Falkland-Inseln**

**Κρίση γιά τα νησιά Φάλκλαντ**

**Falklands crisis**

**Crisi delle Falkland**

**Falkland-crisis**

**Le Président.** – L'ordre du jour appelle, en discussion commune :

**Président**

- la proposition de résolution (doc. 1-228/82), de M. de la Malène, au nom du Groupe des démocrates européens de progrès, sur la crise des Malouines ;
- la proposition de résolution (doc. 1-230/82), de M. Glinne, au nom du Groupe socialiste, sur la crise des Malouines ;
- la proposition de résolution (doc. 1-235/82), de Mme Clwyd et consorts, sur la sécurité des journalistes britanniques en Argentine ;
- la proposition de résolution (doc. 1-241/82), de M. Fanti et consorts, sur les Iles Malouines.

La parole est à M. Junot.

**M. Junot.** – Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de faire remarquer que j'interviens ici en tant que représentant de M. de la Malène, en tant qu'auteur de la proposition de résolution et en tant que seul orateur de notre groupe.

Voici la seconde fois qu'en moins d'un mois notre Assemblée est amenée à délibérer sur le conflit des Falklands et nous ne pouvons que le regretter.

Lorsque, le 20 avril, Christian de la Malène affirmait en notre nom à la fois notre solidarité communautaire avec l'un des nôtres obligés de faire face à une agression militaire à tous égards inadmissible et notre total appui aux décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies traduites dans la résolution 502, nous espérions fermement que la voix de la sagesse serait entendue et que nous n'aurions pas, un mois plus tard, à revenir sur ce douloureux problème. Problème douloureux dès l'origine, hélas, aujourd'hui problème sanglant.

Plusieurs propositions de résolution nous sont présentées. Elles parcourent l'ensemble des possibilités de positions politiques sur ce conflit, les unes insistant essentiellement et uniquement sur les droits de la Grande-Bretagne, sur la condamnation de l'agression militaire de l'Argentine ; les autres mettant en avant certaines positions géographiques, une certaine communauté latino-américaine. Toutes les nuances de l'arc-en-ciel politique sont représentées par ces propositions.

La nôtre, Monsieur le Président, est plus modeste, et, permettez-moi de le dire à cette Assemblée, a un but plus élevé. Elle souhaiterait essayer de garder raison et de mettre fin à ce conflit dont Christian de la Malène disait, il y a un mois, que son importance est étonnamment démesurée par rapport à son motif.

C'est vrai, ce l'est de plus en plus au fur et à mesure que des vies humaines sont jetées dans la balance. Mais aussi, et bien au-delà de ces sacrifices qui sont insupportables pour les nations civili-

sées que nous représentons, ce sont des symboles fondamentaux qui sont en cause. Le plus important, c'est le symbole de la solidarité. Mais il en est plusieurs, Monsieur le Président. L'essentiel, est celui de la solidarité communautaire. Nous le respectons, nous le proclamons, et nous y restons fondamentalement fidèles. Permettez-moi, sans vouloir déroger à la règle à respecter dans le sujet qui est le nôtre, de faire néanmoins référence, au moment même où nous parlons, à une autre solidarité communautaire que nous déplorons de ne pas avoir mieux respectée, car la solidarité ne saurait être éternellement à sens unique, et ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un sujet moins émotionnel mais, disons-le, plus fondamentalement attaché aux compétences qui sont les nôtres, que nous souhaiterions que nos amis du Royaume-Uni fassent preuve à l'égard de la Communauté d'un esprit de solidarité plus appuyé.

(*Applaudissements sur les bancs du Groupe des démocrates européens*)

La solidarité communautaire, même s'il s'agit de domaines fort différents, est un tout. Nous la respectons, nous demandons qu'elle le soit par tous. Mais il est une autre notion de solidarité qui, pour moins concerner les compétences de notre Assemblée, n'en est pas moins sensible aux Européens occidentaux, aux hommes libres que nous sommes : c'est celle de la solidarité avec les peuples de l'Amérique latine. Il est triste que nous y soyons arrivés au moment où nous voyons l'organisation des États américains sinon affirmer sa solidarité avec la position de l'Argentine, tout au moins appuyer ses revendications. Il est plus triste et plus inquiétant encore d'entendre, bien qu'elles s'expriment avec une volontaire et inquiétante discréption, l'URSS et Cuba soutenir l'Argentine.

Et ceci nous met à l'aise pour bien préciser, s'il en est besoin – ce que je ne pense pas – que nous désapprouvons fondamentalement les principes du régime argentin. Quoi qu'il en soit, ce conflit est non seulement déplorable et sanglant, il est absurde.

Nos collègues britanniques sont les premiers, et nous les en félicitons, à souhaiter que ce qui se passe actuellement dans l'Atlantique sud ne compromette pas à l'avenir les bonnes, les traditionnelles relations entre le Royaume-Uni et l'Argentine, entre la Communauté européenne et l'Amérique latine.

Dans cet esprit, nous formons les voeux les plus chaleureux pour que les nouvelles encourageantes qui nous sont parvenues ce matin d'une solution pacifique soient couronnées de succès. Mais en tout

**Junot**

cas, nous ne pouvons qu'insister pour que, lorsqu'elle émettra tout à l'heure un vote, cette Assemblée veuille bien prendre en considération la nécessité fondamentale d'essayer de ne pas compliquer encore une situation déjà bien difficile.

Notre but, dans la proposition de résolution volontairement succincte que nous vous présentons, est d'apporter d'abord notre soutien à la résolution du Conseil de sécurité, de réaffirmer la solidarité communautaire, enfin et surtout, d'insister sur le fait que ce n'est que par la voie diplomatique qu'une solution durable et admise par tous sera atteinte. Toute victoire militaire, toute victoire imposée par des sanctions fondamentales serait mal ressentie. Nous voudrions que dans ce conflit je le répète absurde - la voix de la raison soit entendue ; que les droits évidents de l'Angleterre, que la condamnation évidente de l'agression militaire soient affirmés mais que ce soit par une solution concertée sous l'égide des Nations unies qu'une solution soit obtenue ; tel est, Monsieur le Président, mes chers collègues, l'esprit de notre proposition de résolution.

**President.** - I call Mrs Clwyd.

**Mrs Clwyd.** - Mr President, I speak on the resolution put down by myself and colleagues from all sides of the House on the safety of three British journalists in Argentina. There is considerable cause for concern about the welfare of these three British journalists held on spying charges in Argentina. At the weekend they were visited by a Swiss diplomat who says that at the moment they are both psychologically and physically well. Following his visit, and only following his visit, they have had some restoration of the privileges which a federal judge had said earlier would be given them during the whole period they were awaiting trial. They remain nevertheless anxious and concerned about their future, although they have been told that a number of organizations and individuals are making efforts on their behalf with a view to having their cases reviewed.

The journalists are Simon Winchester of the Sunday Times and Ian Mather and Tony Prime of the Observer. They were arrested at Rio Grande in the Province of Tierra del Fuego on 13 April and after several days of interrogation placed in what has been variously described by the authorities as 'protective custody' and 'preventive detention' until their trial date. They deny that they were doing anything other than normal journalistic work. Concern, however, is growing that their plight may worsen with any serious escalation in the Falklands conflict.

The editor of the Sunday Times has cabled the UN Secretary-General appealing to him to urge the Argentinian authorities to secure the release of the three and expressing concern for their welfare. Hundreds of organizations and individuals who can testify to their international standing as journalists have offered to write to Buenos Aires on their behalf. The International Press Institute meeting in Madrid this week are to discuss the case and consider a resolution requesting the Argentinian Government to respect their journalistic status and guarantee their well being in custody. The three share a cell at police headquarters in Ushuaia, the principal town of Tierra del Fuego. Three weeks' ago it was decided they would be tried for breaches of Argentina's security code. The federal judge then issued instructions to the police that they should get certain privileges.

Since then there has been a steady tightening up of restrictions. First, phone calls, other than those made by the journalists' families, were refused. Then visits were restricted - even before all foreign journalists were expelled from Tierra del Fuego a week ago. Even efforts by the families of the three prisoners at various times to telephone them are being met with refusals. Because of a ban on commercial flights in and out of the area, it is doubtful whether their own lawyer, based in Buenos Aires, will be able to see them for sometime.

This has left Winchester, Prime and Mather almost entirely isolated in a war zone where it has become nearly impossible, because of Argentinian jamming, to receive BBC World Service broadcasts on their short-wave radios.

Inside the police station the Commissioner, it must be said, has been treating the three Britons with great kindness and sympathy. The jail is warm and, until recently the food was palatable. Other prisoners with them are people serving sentences for crimes of violence. They are on good terms with the three Britons, according to their papers, and are able to converse with them. But, totally cut off from the outside world and with reduced privileges, the British prisoners are undoubtedly worse off than they were a fortnight ago. It is not unlikely that the judge's orders are going to be overruled by the military in a bid to maintain the tightest possible security around a sensitive zone. Even before the sinking of the Argentinian cruiser General Belgrano tensions among the town's 8,000 people were rising, but were still under control. Some survivors from the cruiser were brought into that town and this may have contributed to a further raising of emotions in the town. It cannot be confirmed whether the restric-

**Clwyd**

tions on the three British journalists are designed to isolate them protectively from these tensions.

Mr President, I believe it would be the wish of colleagues on all sides of the House to support this resolution which merely calls for the continued humane treatment of these three political prisoners. They were working as journalists and were carrying out normal journalistic assignments. I would ask that all my colleagues support this resolution calling for their continued well being as long as they have to remain in the custody of the Argentinians.

(Applause)

**Le Président.** – La parole est à M. Glinne.

**M. Glinne.** – Monsieur le Président, beaucoup de sentiments s'exaltent depuis quelque temps, qui sont liés à l'irrationnel. Je crois qu'il faut garder le cœur ouvert et que notre raison ne doit pas se fermer à des éléments importants.

Le groupe socialiste, pour ce qui le concerne, n'a pas attendu le déclenchement de la guerre des Falklands pour s'inventer une provision d'arguments démocratiques contre la junte d'Argentine. C'est depuis longtemps déjà, pour des questions de principe et sans attendre que survienne l'opportunité, que nous dénonçons la dictature de Buenos Aires, son traitement odieux des opposants ou supposés tels, notamment par la pratique systématique des disparitions et de la torture, de même que l'échec flagrant d'une politique intérieure marquée par la répression anti-syndicale et anti-ouvrière et, ces derniers mois tout particulièrement, par une hausse extraordinaire de la dette étrangère.

Ce n'est pas non plus d'aujourd'hui que nous avons découvert les projections extérieures du régime argentin et, singulièrement, les ingérences qu'il a commises et commettait encore tout récemment au détriment de peuples d'Amérique latine et au bénéfice de juntes militaires sœurs. Je me réfère ici au fait que Buenos Aires a choisi d'être activement solidaire, sous la forme d'exportations de techniciens de la répression et de matériel militaire, des pires oligarchies du Salvador, du Honduras, du Guatemala, par exemple.

Ce n'est pas récemment non plus que, en tant que groupe socialiste, nous avons dénoncé l'idéologie pernicieuse de la sécurité nationale, dont la diffusion en Amérique latine a malheureusement été soutenue grandement par certains services du gouvernement des États-Unis, avide de consolider des puissances privées et leurs gardes prétorien-nes. Il arrive, Monsieur le Président, qu'une telle

idéologie militariste de la sécurité nationale au Sud du Rio Grande échappe à son tuteur et que le relai devienne autonome. Et il est bien possible qu'elle alimentera sans honte, dans les années qui viennent, plusieurs conflits frontaliers latino-américains dans lesquels s'opposent l'Argentine et le Chili, la Colombie et le Pérou, le Pérou et le Chili, la Colombie et le Venezuela, etc., affaire très grave donc ! Le fait que, dans l'affaire des Falklands, le différend territorial oppose l'Argentine à une puissance extérieure au continent latino-américain est certes une particularité importante, assortie qu'elle est d'un déguisement anti-colonialiste assez inadéquat, mais là n'est pas l'essentiel. Le principal, c'est l'idéologie de la sécurité nationale qui nourrit tant de juntes latino-américaines et la constatation que cette idéologie a besoin d'exaltation nationaliste et de diversion. Je cite un intervenant au sein du débat du mois dernier en cette Chambre : « L'intervention de la junte argentine est un acte de violence inadmissible ; se trouvant en difficulté à l'intérieur, l'Argentine qui détient le record des violations des droits de l'homme, a été tentée par l'aventure extérieure pour aboutir à un consensus pseudo-patriotique, attitude mussolinienne », concluait, notre collègue et ami M. Segré, à qui j'ai tenu à emprunter ces quelques mots très pertinents.

Monsieur le Président, je terminerai ce préalable en rappelant que l'occupation des Falklands par les forces argentines a constitué, le 2 avril, un acte de guerre unilatérale et une violation évidente du droit international.

Le 3 avril, c'est sans véto de qui que ce soit que le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 502 qui exige le retrait immédiat de toutes les forces argentines débarquées dans les îles. Un tel retrait ne peut être lié ni à une reconnaissance préalable d'une souveraineté de l'Argentine sur les territoires contestés, qui sont d'ailleurs aussi distants de la côte argentine que Marseille ne l'est d'Alger, ni à un abandon trop allègre et facile du principe de l'autodétermination.

La localisation excentrique par rapport à des métropoles européennes d'archipels ou d'îlots dispersés en divers océans ne suffit d'ailleurs pas à créer, contre le vœu des habitants qui doit être une règle importante, dans des conditions d'expression démocratique, des dossiers de prétendue décolonisation, substituant une volonté de colonisation nouvelle à un peuplement éventuellement séculaire.

Monsieur le Président, nous sommes bien forcés de constater que la junte argentine a refusé de retirer ses troupes, malgré la lettre et l'esprit de la résolution 502 du Conseil de sécurité. Elle a refusé égale-

### Glinne

ment des propositions transactionnelles raisonnables avancées par le Président et le gouvernement du Pérou.

L'envoi d'un corps expéditionnaire britannique est apparu à beaucoup d'entre nous comme inévitable, non pas comme instrument militaire, mais comme un moyen de contraindre à la médiation.

L'échec de la tentative américaine ne signifiait pas pour autant qu'il fallait nécessairement recourir à l'épreuve de force et à des affrontements militaires affligeants, pour nous, je le répète, car, comme un porte-parole de la BBC l'a dit très exactement hier : « La veuve de Buenos Aires et celle de Plymouth sont également pitoyables ».

La solution doit être politique et, le mois dernier déjà, par la voix de Mme Barbara Castle, nous avons demandé un retrait parallèle et simultané des forces argentines et du corps expéditionnaire britannique.

Je regrette que cette proposition ait été rejetée alors par ce Parlement et je constate avec un très grand intérêt que dans son discours du 7 mai, à la Chambre des Communes, le ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni a, en fait, mais avec un peu de retard, par rapport à notre prise de position ici, plaidé la même cause.

La situation étant maintenant ce qu'elle est, ce que nous souhaitons avec énormément d'ardeur, c'est qu'un cessez-le-feu puisse être déclaré, que chacune des parties y acquiesce sans que qui que ce soit veuille faire prévaloir, avant la déclaration du cessez-le-feu, sa solution à lui sur le problème de la souveraineté.

Le problème de la souveraineté doit rester négociable, la solution diplomatique et politique n'a de sens, bien sûr, que si les armes cessent de parler et si l'on ne crée pas avant l'arrêt des hostilités la conclusion à laquelle on a voulu aspirer par la démonstration des forces.

Je crois que l'intérêt de toute l'Europe, de toute la Communauté, est d'œuvrer en ce sens. Il n'est pas sage d'opposer une escalade à une autre escalade, il faudra que l'amitié puisse se rétablir entre tous les peuples d'Europe et tous les peuples d'Amérique latine, que ces peuples d'Amérique latine, en recouvrant un jour avec notre soutien la démocratie politique, découvrent aussi à l'égard de gouvernements bellicistes l'obligation de la lucidité.

(Applaudissements)

**Der Präsident.** – Das Wort hat Herr Arndt für einen Antrag zum Verfahren.

**Arndt.** – Herr Präsident, der Fraktionsvorsitzende der Konservativen hat sich vorhin, als es Ärger im Hause gab, bereit erklärt, seinen Geschäftsordnungsantrag zurückzuziehen. Danach haben wir über den Geschäftsordnungsantrag abgestimmt.

Wir kommen in erhebliche Schwierigkeiten, wenn es dabei bleibt. Ich bin der Auffassung, daß dieses noch einmal mit dem Fraktionsvorsitzenden der Konservativen geklärt werden muß. Wir würden sonst beantragen, daß wir Stimmerklärungen abgeben können. Ich weiß, daß es dann erneut zu einer Geschäftsordnungsdebatte kommt, nämlich ob es sich hier um eine Dringlichkeitsaussprache, die normalerweise Donnerstag stattfindet, handelt oder nicht.

Ich wäre Ihnen also dankbar, wenn Sie dem Vorschlag des Fraktionsvorsitzenden der Konservativen folgen und die Abstimmung, so wie es ursprünglich vorgesehen war, wieder auf 19.00 Uhr festsetzen würden. Dann hätten wir den Ärger aus der Welt geschafft.

**Der Präsident.** – Herr Arndt, ich bin mit Ihnen der Auffassung, daß wir so wenig wie möglich Ärger im Hause haben sollten. Es wurde abgestimmt, das sollten wir festhalten. Sie sprechen von der Möglichkeit der Stimmerklärung. Das ist eine Frage der Auslegung der Geschäftsordnung. Hier handelt es sich um eine Dringlichkeitsdebatte, und da gibt es keine Erklärungen zur Abstimmung.

**Arndt.** – Herr Präsident, auf meiner Tagesordnung steht für heute „Gemeinsame Aussprache über folgende Entschließungsanträge...“. Da steht nichts von einer Dringlichkeitsdebatte. Das haben wir heute morgen so beschlossen. Ich wäre Ihnen dankbar – der Fraktionsvorsitzende der Konservativen hat den Weg aufgezeigt, wie wir ohne Ärger darüber wegkommen –, wenn Sie diesem Vorschlag folgen – auch wenn schon eine Abstimmung erfolgt ist. In der Falkland-Krise gibt es schon so viel Ärger, daß wir uns doch nicht noch zusätzlichen Ärger schaffen sollten.

(Beifall)

**Der Präsident.** – Herr Arndt, wir haben gestern mit dem Fraktionsvorsitzenden ausführlich über die Dringlichkeit gesprochen. Alle Fraktionsvorsitzenden waren damit einverstanden, daß wir nach dem Dringlichkeitsverfahren vorgehen, also ohne Stimmerklärungen. Andernfalls hätten wir die Abstimmungen morgen früh abhalten müssen, was auch möglich gewesen wäre. Wenn die Fraktionsvorsitzenden gemeinsam ihre Meinung ändern, bin ich natürlich bereit, dieser Auffassung zu folgen.

Das Wort hat Herr Bonaccini.

**Bonaccini.** – Onorevole Presidente, noi non condidiamo l'opinione di quei colleghi che ritengono che, in fondo, basterebbe attenersi alla risoluzione del 22 aprile. Qualcosa è accaduto dal 22 aprile ad oggi: sarebbe quanto meno irrealistico e ingiusto restare a quell'atto.

Resta evidente l'invasione argentina e ribadiamo la condanna, che di essa abbiamo fatto; resta ferma la valutazione politica che noi portiamo sulla Giunta argentina e su altre dell'America latina e non abbiamo atteso – lo ricordava l'onorevole Glinne prima – questo momento per essere chiari e per porre i problemi in termini di democrazia. Sono peraltro seguiti atti di guerra gravi: un elevato numero di vite umane è già stato perso ed è ambigua, anzi, assurda la ragione per cui queste vite umane sono state falciate. Noi cogliamo questa occasione per esprimere ai popoli e britannico e argentino tutta la nostra solidarietà e tutto il nostro desiderio di cooperare per farli uscire da una *impasse* che noi riteniamo – ripeto – così assurda e costosa in vite umane e in mezzi.

Si parla già il linguaggio dei corrispondenti di guerra. Qualcuno ha ventilato persino la possibilità di bombardare la terra ferma argentina, con una *escalation*, le cui conseguenze vi lascio agevolmente immaginare. È intervenuta una mutazione psicologica e si è passati ad una curiosa interpretazione dei limiti delle acque territoriali. Le ossa di Grozio, nel sentir parlare di questa variabile ed elastica lunghezza da duecento a dodici miglia, credo che avrebbero veramente di che fremere, là dove esse sono.

Si sono aperte però nuove vie di negoziato, dopo che è svanita l'illusione che Haig potesse risolvere la faccenda. Questa nuove vie di negoziato noi dobbiamo appoggiare, sostenendo soprattutto l'esigenza di ritirare tutte le forze militari, là dove esse si trovano e che tutte hanno compiuto azioni di guerra, anche se non le mettiamo sullo stesso piano. C'è da domandarsi se qualcuno, in base allo sviluppo degli avvenimenti non abbia tendenza, a perdere il lume della ragione, a Buenos Aires come forse anche a Londra, se i colleghi di lingua inglese non se ne offendono!

Noi crediamo che si debba reagire con saggezza e urgenza all'incancrinirsi di questa situazione. Si tratta di operare in modo da non incoraggiare il gioco delle pressioni diplomatiche e militari, cinicamente calcolate. Ecco perché, a parere nostro, l'applicazione della risoluzione 502 delle Nazioni Unite, resta il punto essenziale, della nostra valutazione, pur restando altrettanto ferma la nostra valutazione, secondo cui le sanzioni economiche e militari applicate per la prima volta in

questo caso, nella storia almeno recente, debbono scomparire dall'insieme delle nostre decisioni.

Noi appoggiamo a questo proposito la risoluzione presentata dall'onorevole Clwyd, anche perché non siamo abituati a due pesi e due misure: i giornalisti britannici, ai nostri occhi, valgono quanto Ecevit e tanti altri perseguitati, in Turchia e altrove.

Appoggeremo, evidentemente, la nostra risoluzione, ma siamo interessati anche al dibattito e alla votazione che si svolgerà sulla proposta del gruppo socialista, anche se, soprattutto se, quel ritiro sincronizzato, cui ha fatto riferimento ora l'onorevole Glinne, troverà espressione evidente in questa risoluzione. Perciò noi chiederemo la votazione per parti separate di questa risoluzione, qualora a tale votazione si arrivasse.

(Applausi dai banchi del gruppo comunista e apparentati)

**De Voorzitter.** – Het woord is aan de heer Arndt voor een motie van orde.

**Arndt.** – Herr Präsident, es tut mir leid, daß ich zu Ihnen immer noch im Widerspruch stehe, aber für mich ist das Plenum entscheidend und nicht die Sitzung der Fraktionsvorsitzenden. Das Plenum hat entschieden, daß am Donnerstag eine Aussprache im Dringlichkeitsverfahren stattfindet und am Mittwoch von 15.00 Uhr an die Aussprache über die Lage im Südatlantik, allerdings ohne Dringlichkeit. In der beschlossenen Tagesordnung wird als Frist für die Einreichung der Entschließungsanträge ausdrücklich der 10. Mai 1982 um 20.00 Uhr angegeben. Sie kommen in Teufels Küche, wenn Sie, obwohl dies nach der Tagesordnung keine Dringlichkeitsanträge sind, der Sozialistischen Fraktion verweigern, Stimmenklärungen abzugeben. Deshalb zum vierten oder fünften Mal mein Vorschlag zur gütlichen Einigung – so wie das ja auch im Falkland-Konflikt am besten wäre. Der Fraktionsvorsitzende der Konservativen hat gesagt, es habe ihm fernlegen, irgendjemandem zu nahe zu treten. Er sei damit einverstanden, daß die Abstimmung um 19.00 Uhr stattfindet. Sie haben jetzt folgende Chance: Entweder gehen Sie auf den Vorschlag der Konservativen ein oder Sie erhalten 40 bis 50 Stimmenklärungen der Sozialistischen Fraktion, was auf dasselbe rauskommt.

(Beifall)

Das alles hat doch keinen Sinn! Wir fordern von den Kriegsführenden, daß sie sich einigen, und hier im Parlament sind sich alle einig, nur der Präsident sagt: Nein, ich muß an Absprachen der

**Arndt**

**Fraktionsvorsitzenden festhalten.** Gewiß, die Fraktionsvorsitzenden sind unendlich wichtig, aber das Parlament ist noch ein bißchen wichtiger.

(*Beifall*)

**Voorzitter.** – Er zijn maar twee mogelijkheden : où wij behandelen de resoluties volgens artikel 47 en dan verwijzen wij ze naar de commissies, où wij behandelen ze volgens artikel 48 en dan moeten wij ze behandelen in het kader van het zgn. *Dringlichkeitsverfahren* en dat betekent dat er geen mogelijkheid voor een stemverklaring is. In dit debat is door niemand gevraagd, ook niet door Uw fractie, om volgens artikel 47 te werk te gaan, dat betekent dat mijn enige mogelijkheid is om via artikel 48 vandaag te stemmen en dat betekent dat er geen mogelijkheid is voor stemverklaring. Anders moeten wij inderdaad de resoluties terugsturen naar de commissies.

einfach : Wir haben jetzt schon mehrfach abgestimmt. Dann stimmen wir eben noch einmal darüber ab, ob nun um 19.00 Uhr abgestimmt wird oder nicht. Wenn Sie vorhin um 15.00 Uhr eine solche Abstimmung zugelassen haben, dann müssen Sie sie auch um 16.00 Uhr noch einmal zulassen. Da der Fraktionsvorsitzende der Konservativen unter diesen Voraussetzungen sein Einverständnis bekundet hat, kommen Sie doch am besten damit weg. Also, mich wundert es langsam nicht mehr, warum sich die Argentinier und Briten nicht einigen können, wenn auch hier bei uns im Hause etwas derartiges vorkommt.

(*Heiterkeit - Beifall*)

**De Voorzitter.** – Mijnheer Arndt, wees redelijk. Het Parlement heeft nu besloten te stemmen onmiddellijk na het debat. Ik vind dat dat besluit gerespecteerd moet worden. Het enige waar wij nog over zouden kunnen stemmen – en dat is een vraag waar U inderdaad niet over geconsulteerd bent – is of wij dit debat houden met resoluties op basis van artikel 47, dat betekent dat niet gestemd wordt, maar dat de resoluties verwezen worden naar betreffende commissies, of dat wij het debat houden op basis van artikel 48 en dat wij stemmen zonder stemverklaring. Dat is de enige keus waar wij op basis van het Reglement na de gehouden stemming nu nog voor staan. Als U zegt er moet helemaal niet gestemd worden, de resoluties worden terugverwezen naar de commissies dan kan dat, maar het lijkt mij dat dat niet Uw wens was. Wenst U stemming over de vraag of artikel 47 of artikel 48 gehanteerd wordt ? Dat is namelijk het enige probleem wat nog open is.

Het woord is aan de heer Glinne.

**M. Glinne.** – Monsieur le Président, je voudrais quand même rendre à ma façon – je crois qu'elle est loyale et objective – l'atmosphère de la discussion qui a eu lieu au niveau des présidents de groupes. Initialement, en effet, il avait été prévu d'inscrire un débat sur les Falklands dans les questions d'urgence à traiter jeudi matin, et sans qu'il puisse dès lors y avoir de déclarations de vote. Mais l'essentiel de la discussion a porté – nous avons eu avec M. Christophas un échange, comme toujours, fort courtois à ce propos – sur la présence du Conseil, de telle manière que le Conseil puisse intervenir sur un dossier aussi important que celui des Falklands dans l'attitude diplomatique des Dix.

Je n'ai pas insisté sur ce point à propos de tel article du Règlement plutôt que d'un autre, mais dans mon esprit, en tout cas, et je tiens à le dire franchement devant la Chambre, il me paraissait tout à fait normal que des explications de vote sur un problème politique aussi capital, discuté en présence du Conseil, puissent avoir lieu.

**Le Président.** – Oui, Monsieur Glinne, je comprends votre position. En effet, nous avons décidé hier de tenir un débat en présence du Conseil. Ensuite, nous avons discuté sur la question de savoir à quel moment voter. Car nous avions la possibilité, comme la dernière fois, de voter le jeudi matin ou de voter ce soir.

Nous avons décidé de voter ce soir, mais cela ne change rien à la procédure, parce que le seul moyen de voter ce soir, c'est de voter conformément à l'article 48 du Règlement, c'est-à-dire sans explications de vote. Et, vous connaissez le Règlement aussi bien que moi, je ne peux pas le changer.

Ce sera donc un débat sans explications de vote.

La parole est à M. Arndt.

**Arndt.** – Schön und gut, Herr Präsident, aber nachdem das Parlament beschlossen hat, daß die Abstimmung um 19.00 Uhr stattfindet, haben Sie einen Geschäftsordnungsantrag zugelassen, wonach die Abstimmung direkt nach der Aussprache stattfinden soll. Warum lassen Sie jetzt nicht noch einen Antrag auf Abstimmung erst um 19.00 Uhr zu ?

**Der Präsident.** – Herr Arndt, ein Parlament, das alle 40 Minuten neu abstimmmt, macht sich lächerlich. Das können wir nicht zulassen !

(*Unruhe*)

La parole est au Conseil.

**De heer De Keersmaeker, fungerend voorzitter van de Raad.** – Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de voorzitter van de Commissie, geachte collega's, het is niet mijn bedoeling te herhalen wat de heer Tindemans op 21 april over dezelfde aangelegenheid heeft gezegd. Er is reeds zoveel bericht, gcommentarieerd en geïnterpreteerd over het probleem van de invasie van de Falkland-eilanden dat ik de indruk heb dat men het essentiële uit het oog dreigt te verliezen. En ik zou mij tot dit essentiële willen beperken, of ten minste tot dit essentiële voor de Europese Gemeenschap. En daarom is het goed dat wij even die elementen op een rijtje zetten die bepalend zijn geweest voor het standpunt van de Europese Gemeenschap in de crisis.

In de eerste plaats werden in dit conflict twee principes geschonden, namelijk dat geen grondgebied met geweld mag worden veroverd, en dat een conflict tussen twee staten op vreedzame wijze moet worden opgelost. In de tweede plaats moeten wij rekening houden met het feit dat een van de betrokken partijen in dit conflict een lid is van de Europese Gemeenschap. Het zijn dus twee fundamentele principes die met de voeten werden getreden enerzijds, en anderzijds het feit dat een van de betrokken partijen lid is van de EEG, die aan de basis liggen van het optreden van de Tien. Wat hebben de Tien nu beslist te doen? Ik meen dat het goed is de houding van de Gemeenschap nogmaals duidelijk te herhalen.

Ten eerste: in het licht van de overtreding van de beginselen die ik heb aangeduid zijn en blijven de Tien voorstander van een vreedzame en snelle oplossing van het conflict.

Ten tweede: de Tien zijn van oordeel dat de oplossing moet gebaseerd zijn op de resolutie 502 van de Verenigde Naties.

Ten derde: de Tien steunen de inspanningen van de secretaris-generaal van de Verenigde Naties om tot een diplomatische oplossing te komen zoals ze voorheen – dat heeft de heer Tindemans ook in alle duidelijkheid gezegd – de inspanningen van staatssecretaris Haig om tot een vredelievende oplossing te komen hebben gesteund.

Ten vierde: de Tien zijn en blijven solidair met het Verenigd Koninkrijk in deze aangelegenheid. Hieraan moet toch worden toegevoegd dat deze solidariteit hoegenaamd niet mag worden geïnterpreteerd als gericht zijnde tegen de bevolking van Argentinië of van Latijns-Amerika, en ik geloof dat het ook passend is dat wij hier uit naam van de Tien ons medeleven tot uitdrukking brengen voor de slachtoffers van dit conflict, of zij nu tot de

bevolking van Argentinië dan wel van Groot-Brittannië behoren.

En ten slotte: de economische maatregelen die de Gemeenschap tegen Argentinië heeft getroffen hadden en hebben tot doel om druk uit te oefenen op Argentinië opdat dit land zo snel mogelijk een diplomatieke regeling zou aanvaarden voor dit conflict.

Mijnheer de Voorzitter geachte collega's, ik heb met aandacht geluisterd naar de toelichting op de diverse ontwerp-resoluties. Dat wijst erop dat U met grote bekommernis deze gebeurtenissen volgt. En dat loopt helemaal parallel met de grote en stijgende bezorgdheid bij de bevolking aangaande de evolutie van deze aangelegenheid. Ik kan U verzekeren dat deze bekommernis in de allerhoogste mate gedeeld wordt door de Lid-Staten en door de regeringen. Het is voor niemand momenteel mogelijk te zeggen hoe de gebeurtenissen zullen evolueren, maar ik kan U de verzekering geven dat de Tien deze gebeurtenissen op de voet volgen en permanent met elkaar in contact blijven, en ik kan U ook verzekeren dat het voorzitterschap niets onverlet laat en niets onverlet zal laten opdat dit conflict zo snel mogelijk, zoniet onmiddellijk, op een vredelievende wijze wordt opgelost.

**De Voorzitter.** – Het woord is aan de Commissie.

**M. Thorn, Président de la Commission.** – Monsieur le Président du Parlement, Monsieur le Président du Conseil, il y a trois semaines, lors de sa session du 22 avril, votre Parlement a voté une résolution sur le conflit des Malouines, par laquelle il condamnait sans réserve l'invasion argentine. Cette résolution faisait suite à une déclaration des Ministres des Dix puis à une déclaration de la Commission condamnant tout aussi fermement l'intervention argentine.

La Communauté, a ainsi que le rappelait M. de Keersmaker, largement exprimé les deux préoccupations fondamentales qui ont motivé et qui motivent encore notre attitude depuis le début du conflit. A savoir, d'une part, reconnaissance du danger que l'acceptation du recours à la force ferait courir à la paix et à la sécurité internationales indépendamment de la nationalité de tel ou tel pays. D'autre part, la reconnaissance de la solidarité que notre Communauté a le devoir de manifester à l'égard d'un de ses membres victime d'une agression. Voilà deux principes que je me devais de rappeler et de souligner.

Notre Communauté a été unanime à souscrire à la résolution 502 – c'est là le troisième élément rap-

**Thorn**

pelé tout à l'heure - du Conseil de sécurité qui exige une cessation immédiate des hostilités, le retrait immédiat de toutes les forces argentines des îles Falklands, et demande aux gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de rechercher une solution diplomatique à leur différend. Devant ce non-respect de cette résolution par l'Argentine, les Dix ont décidé de renforcer les pressions diplomatiques par leur recours à des sanctions économiques. C'est là le résumé de notre attitude, Monsieur le Président, à la suite de la résolution 502, il faut bien le rappeler.

Le 16 avril dernier, lorsque le Conseil a adopté, sur notre proposition, un règlement interdisant pour un mois toute importation en provenance de l'Argentine, votre Parlement a marqué son accord sur cet embargo et a demandé qu'il soit maintenu jusqu'à - dois-je rappeler à cette honorable Assemblée sa propre décision - « l'application de la résolution 502 du Conseil de sécurité ». Le dispositif devait permettre d'abroger les sanctions au moment voulu. La Commission a ainsi donc clairement manifesté son intention de favoriser la recherche d'une solution négociée au différend, en application de la résolution 502 du Conseil de sécurité.

Malheureusement, depuis votre résolution, Messdemoiselles, Messieurs, le conflit a connu une dangereuse escalade sur le plan militaire que, je pense, tout le monde regrette. Les divers efforts de médiation entrepris dès l'adoption de la résolution 502 n'ont pas encore abouti, de sorte que la mesure d'embargo n'a pas pu être levée.

Notre Commission tient à rappeler ici avec force qu'elle condamne l'intervention armée argentine et qu'elle déplore l'escalade qui s'est ensuivie coûtant la vie à plusieurs centaines d'hommes de part et d'autre. Mais surtout la Commission est d'avis qu'une solution diplomatique négociée doit être trouvée enfin, et aussi rapidement que possible, au différend opposant le Royaume-Uni à l'Argentine. M. le Secrétaire général des Nations Unies continue ses efforts et notre Commission a le ferme espoir qu'ils seront aussi rapidement que possible couronnés de succès. Je me permets, à ce propos de rendre personnellement hommage à M. Perez de Cuellar pour son engagement personnel dans la recherche d'une solution négociée entre les deux parties, comme nous étions unanimes pour rendre hommage aux efforts du Secrétaire d'Etat américain, M. Alexander Haig.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe des démocrates européens)*

Je tiens, par objectivité et souci d'information à dire à votre haute Assemblée que la Commission a

décidé ici même, ce matin, de proposer au Conseil des Ministres la prolongation de l'embargo jusqu'au 17 juin prochain dans la mesure où la résolution 502 n'a pas encore été appliquée.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe des démocrates européens).*

Je tiens cependant à souligner que notre proposition est à nouveau - comme il se doit et comme votre Assemblée ne saurait que l'apprécier - assortie d'une disposition devant permettre l'abrogation de la mesure d'embargo avant cette date, c'est-à-dire dès qu'une négociation, sur la base d'un plan de paix, sera entamée entre les deux parties, en application de la résolution 502. La Commission entend par là réaffirmer, comme vous, Monsieur le Président, comme votre Assemblée, son espoir de voir une issue positive à la médiation intervenir dans les meilleurs délais et son désir de voir le droit enfin prévaloir et la paix être sauvegardée.

Espérons que, d'ici là, il n'y aura pas d'escalade dans le mauvais sens.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe des démocrates européens).*

**De Voorzitter.** - Het woord is aan de Fractie van de Europese Volkspartij (Christen-democratische Fractie).

**De heer Penders.** - Mijnheer de Voorzitter, het feit dat wij thans opnieuw een debat houden over de Falkland-crisis bewijst en geeft op trieste wijze aan dat het conflict nog niet vreedzaam is opgelost, helaas, want een diplomatieke oplossing dat was de inzet van ons eerder debat en dat was de inzet van onze resolutie van 22 april jl.

Hulde overigens, mijnheer de Voorzitter, aan iedereen die zijn uiterste best heeft gedaan om te helpen bij het vinden van een vreedzame oplossing. Dat geldt in de eerste plaats de Amerikaanse minister van buitenlandse zaken Haig. Hij liep stuk op de chaos van het Argentijnse systeem waar president Galtieri niet bij machte bleek om de raad van Argentijnse generals wakker te schudden uit de dromen van de officiersmess van de « alte Kamaraden ». Hulde ook aan president Belaunde Terry van Peru die constructief en vindingrijk heeft geprobeerd een goede formule te ontwerpen en hulde ten slotte alsmede een schouderklop van aanmoediging voor de secretaris-generaal der Verenigde Naties die bezig was en nog steeds is vreedzame oplossingen voor te stellen. Er wordt vaak en niet altijd ten onrechte schamper gesproken over de Verenigde Naties maar in dit geval heeft de secretaris-generaal goed werk verricht en ook resolutie 502 wordt alom geprezen.

### Penders

Hoe dicht waren wij niet bij een vreedzame oplossing of zelfs hoe dicht zijn wij er bij. Minister Mendez liet doorschemeren dat de souvereiniteitskwestie niet vanaf de start van de besprekingen geregd hoeft te zijn en minister Pym had het reeds over het begin van terugtrekking van de Argentijnse troepen, in plaats van terugtrekking als zodanig, helaas tot dusver onvoldoende. Wij moeten blijven hameren op de noodzaak van een vreedzame regeling. Ook nu nog blijft voor het Verenigd Koninkrijk de eis van volkenrecht op tafel liggen dat zijn gerechtvaardigde militaire acties proportioneel aan de getroffen belangen dienen te zijn.

Voorzichtigheid en het perspectief van een vreedzame regeling maken het nodig de druk op Argentinië optimaal te houden. De solidariteit van de Gemeenschap maakt niet alleen indruk op de Britse publieke opinie maar ook op de Junta en het volk van Argentinië en het zou dan ook onwijs zijn en onverstandig om thans de solidariteit van de Gemeenschap met Londen los te laten. Het zou bovendien onjuist zijn omdat er nog vele territoriale conflicten in de wereld zijn en het gedogen van agressie hier zou als precedent en als uitnodiging kunnen gaan dienen elders.

Nu, mijnheer de Voorzitter, een woord van kritiek op de Britse regering.

I shall now speak in English, because with all due respect to our interpreters the wording here is very important.

There can be no question in this serious and sad affair of tit-for-tat. Aggression is not on the same level as budgetary quarrels. The British have always praised the quick political reaction of the Community. It has shown them that the Community can be very flexible and can live up to its basic political commitments, and the British have always wanted the Community to be a political body and not a legalistic institution. London has now had the political opportunity to demonstrate how great its appreciation of our solidarity is. I am not asking for a dramatic gesture in the field of the mandate discussion, but doing away with the blockade of the agreement on agricultural prices would have been deeply impressive. I am sorry, Mr President, and a little bit sad that I have to conclude that so far solidarity appears to be a one-way street, and this, I regret to say, is not a fair deal.

— Terug, mijnheer de Voorzitter, naar de Falkland-eilanden. Ik geloof dat het amendement Veil-Haagerup ter vervanging van de resolutie

Glinne onze positie goed en fair weergeeft en ik zal mijn fractie daarop richten.

(Applaus)

**President.** — I call the European Democratic Group.

**Sir Henry Plumb.** — Mr President, firstly may I thank the President-in-Office of the Council for his statement, and in particular may I thank the President of the Commission for his very firm statement of intent to recommend the continuation of the embargo against Argentina until 17 June, unless, of course, Resolution 502 by the United Nations is accepted. We received that statement with the belief and the conviction that the whole of Europe can be united in supporting your recommendation.

In supporting the amendments which have been tabled by Mrs Veil, Mr Haagerup and the Christian Democratic Group, my own group is making two specific requests. First, we ask for a reaffirmation of the Community's moral support for Great Britain as the unwilling victim of powerful military aggression by a totalitarian dictatorship. This moral support was embodied in the sanctions against Argentina which were adopted so readily in April and which now, Mr President, have to be renewed.

Secondly, we ask for the further declaration that the Community, while asserting the principle that territorial disputes are not to be settled by force, stands with Britain in believing that armed aggression must not be allowed to succeed. How this aggression is met affects us intimately, whether the end comes by economic and diplomatic persuasion or by military measures. If this brigandry against the territory of a Member State is not dealt with conclusively and if the voices prevail who say that struggle is not worthwhile, not worth the loss of life on either side, then we must prepare to see countless similar claims pursued by force again and again across the globe, because no one has the nerve to stop it. Strasbourg, Mr President, remembering what it symbolizes, is supremely the place in which to say that we would be back then in the Europe of the 1930's. Today our hopes are still with the United Nations.

Members will appreciate what an extraordinary distance Britain has moved, being prepared now to contemplate United Nations trusteeship as an option for the islands, which she regards as indisputably her own in international law. In return, perhaps because there is actually no one in Buenos Aires capable of taking the one brave decision to back down, the Argentine has not retreated one

**Plumb**

centimetre. Peace efforts have crumbled one after another while from the moment Resolution 502 was passed by the Security Council the Argentines have done everything to build up their military might on alien territory. And they have tried to insist that Britain concedes sovereignty before they will withdraw a single man. The United Kingdom, whose servicemen are at risk, actually wants a peaceful outcome even more than any of her friends. We do not need to be held back from military action if it is avoidable but we do ask all Members here and all countries to stay with us in being prepared to defend to the end the freedom we all believe in and the rule of international law which is the guarantor of peace.

(Applause from the European Democratic Group)

Mr President, the Foreign Minister of France has said that any link between the support for Britain on the Falklands crisis and the settlement of the farm price and budget issues would be indecent. He is right. Friendship does not have a price but solidarity must be shown by all Members in a time of crisis. And I for one accept that many of Europe's farmers probably, in a very different way, are in a crisis too. But we in this group clearly recognize the deep concern amongst the electors of many Members of this House about the problem of settling those farm prices. We recognize that the Community will be a much more credible force in international affairs when she can settle her domestic problems with greater speed and with greater efficiency.

(Applause from the European Democratic Group)

Mr President, other groups know in this House very well that we are in favour of majority voting as a means towards the end.

We also in this group, while representing our own countrymen, recognize a responsibility towards the Community as a whole. Therefore, we are bound to acknowledge the very real difficulties which some of our European colleagues – and I am thinking especially of our international colleagues – experience in trying to explain to their countrymen the importance of their support for Britain over the Falklands. And we for our part undertake willingly to express to our own government and to the people the concern which these current problems are bound to engender in the minds of our fellow Europeans. We will continue to urge our government to do everything in its power to bring to a rapid and successful conclusion the causes of our internal difficulties.

On the Falklands, however, let me point out with

due diffidence the consequences now of weakening in any way the Community's wholehearted support for Britain, greeted last month with such relief and gratitude by the British people. The effect in Britain of having the carpet pulled from under us, of removing support once pledged, I leave, Mr President, to you and to this House to judge. The Community would be signing a blank cheque, not for Britain but for Argentina. She would be encouraged in the belief that if she holds on long enough diplomatic and economic pressure from Britain's friends and allies will evaporate.

But that is only a beginning. If economic pressure or even the promise of continued economic pressure were to evaporate the prospects of a diplomatic solution might or might not fail but without any doubt the military option for Britain would look more and more like the only one that is left. And on the possible use of minimum force, when all else has been tried, there is one more point to be made. If we continue to believe in the alliance that has preserved Europe's peace for 35 years. There are good reasons always for not resisting force with force but being afraid to do so must not be one of them. Of course, we should all be worried by the possible spreading of the conflict.

However, let it be clear that the amendments that my group supports do not endorse a military solution. It is an attempt, perhaps our last attempt, Mr President, to use peaceful persuasion on the aggressor nation. But do not let us use one ounce less peaceful persuasion than we have at our disposal. It is for these reasons that I ask and indeed plead for the support of those amendments that are before this House.

(Loud applause from the European Democratic Group)

**Le président.** – La parole est au Groupe des communistes et apparentés.

**Mme Le Roux.** – Monsieur le Président, il faut arrêter la guerre ! Les combats navals meurtriers, les bombardements de ces derniers jours ont déjà fait trop de victimes. Ces derniers et graves événements confirment ainsi la justesse de la position que bien peu ont prise ici avec nous, en avril dernier. Il faut arrêter les combats, il faut négocier dans le cadre des Nations unies et refuser toute mesure unilatérale, en particulier les sanctions économiques.

M. Thorn vient de nous annoncer que la Commission propose la reprise de l'embargo. Mais je voudrais rappeler que, parmi les Dix, plusieurs États hésitent aujourd'hui, et nous nous en félicitons, car

**Le Roux**

cela serait susceptible d'aggraver les tensions et de compromettre le règlement qui s'impose. L'Assemblée européenne jouerait un rôle positif si elle s'exprimait dans ce sens afin de ne pas entraver l'action des Nations unies et la mission de bons offices de son secrétaire général. Elle respecterait ainsi l'appel des non-alignés pour la paix et pour un règlement négocié et, enfin, préserverait l'avenir de ses relations avec l'ensemble de l'Amérique latine. Ce problème posé n'est pas seulement celui des gouvernements britannique et argentin. Il est celui des peuples. La guerre n'est pas dans leur intérêt.

C'est en particulier le problème du peuple argentin tout entier, engagé et uni dans un profond mouvement anti-impérialiste et anti-colonialiste contre les manœuvres du général Haig qui ont pour but de sauvegarder les intérêts stratégiques américains dans l'Atlantique Sud, contre le blocus et l'escalade militaire britannique et les dangers d'une aggravation du conflit, avec l'éventualité d'un débarquement des forces britanniques aux Malouines, et contre le régime du général Galtieri, responsable des souffrances du peuple argentin depuis six ans de dictature.

Les communistes français et apparentés tiennent à réaffirmer leur solidarité avec le peuple argentin et avec les forces démocratiques d'Argentine. Nous estimons enfin particulièrement regrettable le refus des autorités britanniques de recevoir le Prix Nobel de la Paix argentin en Grande-Bretagne ; ce geste significatif d'une attitude particulièrement dure et intolérante va à l'encontre de l'urgente nécessité du dialogue et de la négociation pour que les armes se taisent. Les résolutions présentées ne prennent pas suffisamment en compte l'ensemble de ces nécessités. En conséquence, nous voterons contre ou nous nous abstenons.

**Le Président.** — La parole est au Groupe libéral et démocratique.

**M. Galland.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, il me semble important de rappeler que le Groupe libéral fut le premier, à la session du mois d'avril, à déposer une proposition de résolution sur le conflit des îles Malouines. Cette proposition inspira d'ailleurs très largement la résolution votée par notre Parlement le 22 avril dernier. Et qu'il me soit permis de dire, ici, au nom du Groupe libéral, que nous regrettons que notre Assemblée ait décidé de rouvrir un débat qui nous paraît plus dangereux qu'utile. En effet, la résolution votée le 22 avril reste parfaitement d'actualité. C'est pourquoi le congrès des libéraux et démocrates européens, qui se tenait à Venise la

semaine dernière, a approuvé cette résolution sans réserves. Celle-ci, de surcroît, avait dégagé un large consensus puisque nous l'avions adoptée par 203 voix contre 28 et 10 abstentions.

Dès lors, le débat d'aujourd'hui nous semble inutile sur le fond, peu opportun pour son utilité dans le concert international, dangereux pour l'image de l'unité européenne. La preuve : nous sommes confrontés à quatre propositions de résolution et à un amendement de mon groupe qui reflète une cinquième position. Et je suis fier de défendre la position de la très grande majorité du Groupe libéral (M. Luc Beyer de Ryke expliquera, pour sa part, la position d'une petite minorité de notre groupe) car voter contre l'amendement n° 4 du Groupe libéral est lourd de responsabilités et de conséquences politiques. Comment peut-on ne pas déplorer la perte en vies humaines, comment nier que ces gestes sont dus, à l'origine, à la non-application par l'Argentine de la résolution 502. En effet, Madame Le Roux, avant de négocier, il faut respecter les décisions des Nations unies. Comment 203 de nos collègues qui l'ont votée peuvent-ils ne plus réitérer avec force la déclaration contenue dans notre résolution du 22 avril ? Comment, dès lors, ne pas accepter le renouvellement de l'embargo contre l'Argentine au-delà du 16 mai si aucun élément nouveau n'intervient ? Et nous sommes exactement, sur ce point, dans la ligne que vient de définir M. Thorn pour la Commission. Et comment ne pas être conscient, enfin, que sont en jeu, dans le conflit des Malouines, le code du droit international, l'autorité des Nations unies et la solidarité de la Communauté ? Voilà pourquoi nous espérons encore un consensus de notre Assemblée sur cet amendement du Groupe libéral, qui se veut le symbole d'une Europe debout et responsable qui refuse la fausse sécurité et la paix illusoire des faiblesses et du renoncement.

En conclusion, je voudrais répondre à une objection. Elle existe dans mon groupe. Pourquoi être solidaire avec la Grande-Bretagne qui ne l'a jamais été et ne l'est jamais sur aucun problème européen ? C'est vrai, on ne peut pas en vouloir à Mme Castle et à ses amis. Ils veulent quitter la Communauté. Mais vous, conservateurs britanniques, Sir Henry Plumb, il faut vous dire que la solidarité est un mot qui semble exister dans toutes les langues de la communauté, sauf en anglais.

I will say it in my poor English. Solidarity, solidarity, do you know what that means ?

La solidarité, cela ne se divise pas. On ne la demande pas, chers collègues, quand elle vous arrange. On ne la rejette pas sous prétexte qu'elle peut avoir des incidences financières. Non, en matière

**Galland**

de solidarité, vous n'avez rien compris. Et Sir Henry Plumb aurait dû, dans son intervention, être encore plus clair, et donc critique, à l'égard du blocus du gouvernement britannique, je veux naturellement parler du blocus sur les prix agricoles. Et si nous avons tous la même analyse sur l'absence totale de solidarité britannique, nous refusons pour cette raison une dérisoire vengeance en devenant inconséquents, c'est-à-dire anti-européens. Regardez-nous bien : nous restons solidaires, fidèles à l'esprit et à l'idéal européen que vous ne voulez pas partager. Oui, Messieurs les Anglais, nous continuons à tirer les premiers, et c'est pour vous aider.

(Applaudissements)

**Le Président.** — La parole est au Groupe de coordination technique et de défense des groupes et des parlementaires indépendants.

**M. Pannella.** — Monsieur le Président, nous savions que ces généraux sont assassins ! Et je crois que l'Europe se doit d'être contre ces généraux assassins de leur peuple et qui doivent, au fur et à mesure, fonder leur pouvoir sur l'assassinat d'abord du droit, ensuite de la vie d'autrui. C'est pour cela, collègues conservateurs, que nous sommes ici, et nous aurons une position qui est conséquente par rapport à nos positions de tous les jours. contre ces assassins qui se nomment Everin ou Galtieri, nous assumerons nos responsabilités.

Car pour nous, collègues conservateurs, la liberté et la vie, ce n'est pas un privilège de race ou de classe ; c'est un devoir et un espoir. Je ne crois pas que vous puissiez continuer à affirmer qu'il en est ainsi en ce qui vous concerne dans votre politique de tous les jours ! Vous l'avez démontré, Sir Henry Plumb, il y a une heure encore, avec votre arrogante victoire contre l'urgence à propos d'Ecevit. Donc, comme il allait de soi, vous trouverez ici une solidarité où les droits des 1 800 personnes qui risquent de perdre *l'habeas corpus*, avec ce qu'il signifie de civilisation et d'Europe ; vous trouverez une solidarité agissante contre les assassinats perpétrés par ces généraux, et vous la trouverez, Sir Henry Plumb, même si vous êtes et avez été longtemps les complices de l'assassinat des 30 000 Argentins chaque jour. Car ils luttaient pour leur liberté, pour leurs droits et aussi pour ceux des citoyens des Falklands et du monde entier. Quand on torture nos amis et nos camarades, vous votez généralement dans cette Assemblée comme si cela ne vous regardait pas, et en Turquie vous le démontrez chaque jour.

Monsieur le Président, nous le verrons donc au fil des amendements, mais nous ne serons pas tactiques, nous ne serons pas politiciens pour dire

« non » au fait accompli, « non » à la politique de Munich. Dans quelques jours, un autre problème pourra se poser à notre Communauté. Nous sommes d'accord sur l'embargo contre l'Argentine et, conséquents, nous serons d'accord sur l'embargo contre l'Angleterre si elle devait continuer à vouloir résoudre avec l'arrogance des armes un problème de droit, de vie et de liberté.

**Le Président.** — La parole est aux Non-inscrits.

**K. Πεσμαζόγλου.** — Κύριε Πρόεδρε, θέλω νά τονίσω τή σημασία αυτής τῆς συζήτησης και νομίζω ότι είναι άδύνατον προηγούμενες άποφάσεις τῆς Ευρωπαϊκῆς Κοινότητας και τοῦ Ευρωπαϊκοῦ Κοινοβουλίου νά άποδυναμωθοῦν. Γιά τό λόγο αυτό πιστεύω ότι ή προσφορότερη άπόφαση πού μποροῦμε νά πάρουμε είναι έκείνη πού προτείνεται άπό τή Σοσιαλιστική Όμάδα. Θά ήθελα δύως νά παρατηρήσω τό έξης : Λόγοι συνέπειας και άξιοπιστίας ύπαγορεύουν οί άποφάσεις μας νά είναι ξεκάθαρο ότι :

Πρώτον, ένισχύουν τήν έσωτερική συνοχή τῆς Κοινότητας και έπομένων στηρίζονται σέ άρχες γενικής έφαρμογής. Παντοῦ όπου ύπάρχει είσβολή, τετελεσμένα γεγονότα και άπαράδεκτες παραβιάσεις γενικῶν άποφάσεων τῶν Ήνωμένων Έθνῶν ίσχύουν άνάλογες άρχες άλληλεγγύης.

Τή δεύτερη παρατήρηση είναι μιά γενική εύχη νά περιορισθοῦν οἱ άπωλειες ζωῶν και νά προχωρήσουν οἱ διπλωματικές συνεννοήσεις, γιά νά περιορισθοῦν οἱ πολεμικές ένέργειες, και τρίτον, είναι άνάγκη νά ένισχύσουμε και πρός άλλες κατευθύνσεις τήν έσωτερική συνοχή τῆς Κοινότητας και αυτό σημαίνει σέ άλλα μεγάλα θέματα, δπως είναι παραδείγματος χάριν τά άγροτικά προϊόντα, σχετικά μέ τά όποια δέν θά ύπάρξει πιά καμμία καθυστέρηση και καμμία άναβολή δσον άφορά τή λήψη άποφάσεων.

**President.** — I call the Socialist Group.

**Mrs Castle.** — Mr President, once again the Socialist Group in this Parliament has to assume its position of leadership on issues of peace and of human rights.

Sir Henry Plumb has rightly said that Britain has been the victim of aggression by a fascist dictatorship. But who has sustained that dictatorship in recent years ? Time and again the Socialist Group in this Parliament has pointed to the dangers that follow from building up right-wing and undemocratic regimes. We are now reaping the bitter fruits of the failure of European democracies to stand up to dictators, who always, in situations of economic difficulty, try to find militant distractions for their own people. So I think Sir Henry ought to approach this matter with some humility.

**Castle**

I suggest to him too that he owes the House a little humility for the fact that in our discussions last April he led his right-wing allies in this House to vote down a key paragraph in the Socialist Group's motion on the Falklands, a paragraph which said that we believed the simultaneous withdrawal of Argentina's forces and the halting of the British naval activities would be the essential foundations for a negotiated peace. They mobilized this House to vote against that. Yet only last Friday in the House of Commons Mr Pym, the British Foreign Secretary, told the Members of the British Parliament that the British Government now accepted this element in the Peruvian proposals and blamed the Argentinians for turning them down. All I can say is that if Britain had shown that kind of balanced approach earlier, perhaps some of the earlier negotiations might have succeeded.

We also welcome the fact that the British Minister for Defence, Mr Nott, told the British people on television only last weekend that the British Government was now prepared to keep its military options open. Having talked for a long time about the inevitability of driving forward to a military invasion and conquest of the Falklands, perhaps even to the bombing of bases on the Argentine mainland, now he at last began to use the language of sanity and to say that there were wider military options. Britain could maintain a military blockade without necessarily opting for an escalation to total war. We welcome this belated conversion.

I also remember how many of us in the Socialist Group of this Parliament have pleaded for a long time with the British Government to take this terribly difficult issue out of the hands of national governments and put it into the hands of the United Nations to be the arbitrator and supervisor of an independent settlement. That has been derided on Conservative benches for a long time. Now we are told – and I am glad to hear Sir Henry say it this afternoon – that Britain's attitude has changed. It is now prepared to accept that the United Nations should play a central role.

So there are hopeful factors in the situation, and we on the Socialist benches want to build on them because our sole purpose in this matter is to secure two principles. One is the upholding of international law and the second is the settlement of disputes by peaceful means. We must not put these two great principles at loggerheads, because if we do, we can lose support for one or other of them. The purpose of our motion is to press home this fact. A military solution here will solve nothing. The future relationships of the Falklands with

Argentina have still got to be built. The future relationships of this Community with Latin America have still got to be built. We must seek absolutely every means of avoiding war. We must satisfy ourselves, as custodians of peace and international law, that every possible alternative peaceful avenue is being explored. And so we welcome the decision of the Council of Foreign Ministers to review the question of economic sanctions on 17 May in the light of steps that have been taken meanwhile towards the pursuit of those twin objectives we have outlined.

May I just say this? We think it is an absolute tragedy that the economic solidarity shown by the Community has not been matched by equivalent economic solidarity on the part of the United States in resisting the aggression in Argentina. If only that powerful economy, with such a stranglehold over the life of Argentina, had really come out and exercised its economic strength to secure a negotiated settlement, we would have had it ages ago without the loss of life on either side.

So we are in favour of economic pressure as an alternative to military pressure, but we say they must be alternatives. Let us move towards the economic solution of substituting economic pressure on Argentina for the military escalation we are so afraid will otherwise take place.

*(Applause from the Socialist Group)*

**President.** – I call Mr Schall.

**Schall.** – Herr Präsident, verehrte Kolleginnen und Kollegen! Wenn das Europäische Parlament in der kurzen Zeit von drei Wochen ebenso wie der Rat Stellung zu einem außerhalb Europas entstandenen Konflikt nimmt, dann beweist allein schon diese Tatsache, daß es sich um eine politisch bedeutungsvolle, die Menschen unserer Europäischen Gemeinschaft bis in ihren persönlichen Bereich tief berührende, krisenvolle, ja tragische Entwicklung handelt.

Wir tragen an ihrer Entstehung und militärischen Eskalation keine Schuld. Wir tragen aber wohl Verantwortung für die Position, die wir im Widerstreit so vieler Argumente, Rücksichten und gefühlsmäßiger Bindungen bis hin zu realen Nachteilen, ja im einzelnen verständlichen Resentiments, zwangsläufig beziehen müssen. Ist es aber unsere Aufgabe, im Gesamtinteresse der Europäischen Gemeinschaft eine standfeste, zuverlässige Politik mit langem Atem zu machen, die von der Weltöffentlichkeit anerkannt wird, oder den rasch wechselnden Gefühlsregungen, Tagesopportunitäten und noch so verständlichen

### Schall

Einzelaspekten einer insgesamt komplexen Krisensituuation Ausdruck zu verleihen? Die Frage zu stellen heißt, die erste Alternative zu befürworten.

Die uns mit den Änderungsanträgen 4 bis 9 vorliegende Entschließung wird dem in vollem Umfang gerecht. Sie hebt aus der Flut der Einzelaspekte die vier wesentlichsten Gesichtspunkte hervor, die uns als übergeordnete Leitlinien den richtigen und vor der Zukunft standhaltenden Weg weisen. Unterstrichen wird unser tiefstes Bedauern, ja Entsetzen darüber, daß in der westlichen zivilisierten, den Frieden als oberstes Ziel achtenden Welt militärische Aktionen mit dem Verlust von Menschenleben möglich wurden. Betont wird die eindeutige Schuldzuweisung für eine solche tragische Entwicklung. Nicht der Besitz von nackten Felslandinseln, 13 000 km von Europa entfernt, ja nicht einmal das Selbstbestimmungsrecht von 1 800 britischen Staatsbürgern stehen im Vordergrund. Es ist der eindeutige Bruch des Völkerrechts durch die argentinische Diktatur. Der Bruch der Rechtsordnung aller zivilisierten Völker, die eine entscheidende Voraussetzung ist zur Erhaltung des Friedens. Soll die Gewaltanwendung im Faustpfandverfahren, soll das Recht des sich stärker Dünkenden die Oberhand behalten, gar Schule machen und unsere westliche Zivilisation um Jahrhunderte zurückwerfen?

Betont wird auch die Forderung an die Gegner dieses gegenwärtigen Konflikts und ihre moralische wie auch realpolitische Verpflichtung, alles in ihrer Macht Stehende zu tun, um in Beachtung des internationalen Rechts den Weg einer friedlichen Beilegung des Konflikts einzuhalten. Und schließlich wird die Solidarität unserer Europäischen Gemeinschaft mit einem Mitglieds- und Partnerstaat betont. Wir haben sie vor drei Wochen beschlossen und aller Welt kundgetan. Welches Parlament könnte es sich erlauben, seine Solidarität mit einem Mitgliedstaat feierlich vor der Welt zu bekunden und drei Wochen danach Abstand davon zu nehmen, ohne vor der Weltöffentlichkeit als ein schwankendes Röhr, unzuverlässig und ohnmächtig, der allgemeinen Verachtung anheimzufallen?

So bitte ich um Ihre möglichst vollständige Zustimmung, gerade auch diejenigen Kollegen, die in ihrer Entscheidung manche Bedenken, ja vielleicht ihr Herz über Bord werfen müssen.

**President.** – I call Mr Alavanos.

**K. Αλαβάνος.** – Κύριε Πρόεδρε, ή κρίση στά νησιά Φάλκλαντ έγκυμονει πιά ἀμεσες ἀπειλές γιά τήν παγκόσμια εἰρήνη. Γιά τήν ἐπικίνδυνη αυτή ἔξελιξη δὲν είναι ἀμοιροι εδύθυνων οὔτε τό Εύρωπαϊκό Κοινοβούλιο οὔτε ίδιαίτερα τό Συμβούλιο τής EOK.

Η πολιτική τῆς ἀπόλυτης συμπαράταξης μέ τή Βρετανική Κυβέρνηση καὶ τῶν οἰκονομικῶν κυρώσεων πού ἀκολούθησαν καὶ οἱ δέκα στήριξε τήν ἀδιαλλαξία τῆς Κυβέρνησης Thatcher καὶ τήν ἔξωθησε στούς γνωστούς πολύνεκρους τυχοδιωκτισμούς.

Είναι βέβαια γνωστό ὅτι η δῆθεν εὐαισθησία ὁρισμένων ἀπέναντι στίς παραβιάσεις τῶν ἐλευθεριῶν ἀπό τό δικτατορικό καθεστώς τῆς Ἀργεντινῆς δὲν είναι παρά πρόσχημα γιά τή φιλοπόλεμη πολιτική τους.

Αν είχαν ἐπικρατήσει στά πλαίσια τῆς Κοινότητας ἀπόψεις δίκαιες καὶ φιλειρηνικές ἀσφαλῶς δέ θά εἶχαμε σήμερα αὐτές τίς ἀπειλητικές προοπτικές. Καὶ τέτοιες ἀπόψεις προήλθαν καὶ ἀπό Βρετανικῆς πλευρᾶς δικαίως παραδείγματος χάρη ή σωστή καὶ διορατική τοποθέτηση τοῦ συνάδελφου Lomas τήν προηγούμενη σύνοδο.

Τό ψήφισμα τῆς Σοσιαλιστικῆς Όμάδας γιά ἀμεση κατάπαυση τοῦ πυρός είναι ἵσως θετικότερο ἀπό τήν προηγούμενη θέση τοῦ Εύρωπαϊκοῦ Κοινοβουλίου, ἀν καὶ ἔρχεται κατόπιν ἔορτῆς. Είναι διμως ἀνεπαρκές καὶ μονόπλευρο, γιατί:

Πρῶτο, δέ θέτει μέ σαφήνεια τό θέμα τῆς ἀμεσης ἀποχώρησης καὶ τῆς βρετανικῆς ἀρμάδας.

Δεύτερο, δέ ζητάει τήν ἀμεση διακοπή τῶν κυρώσεων τῆς EOK πρός τήν Ἀργεντική οὔτε τή διαφοροποίηση ἀπό τήν ἐπίσημη ἀγγλική στάση. Περιμένουμε στό Συμβούλιο στίς 17 Μάη ή Ἑλληνική Κυβέρνηση νά κάνει αὐτό πού θά ἐπρεπε κατά τή γνώμη μας νά είχε κάνει ἀπό τήν ἀρχή τῆς κρίσης: νά προασπίσει τά συμφέροντα τῆς παγκόσμιας εἰρήνης καὶ δχι τῆς κ. Thatcher η τῆς EOK. Νά ἀκολουθήσει τολλάχιστον τό παράδειγμα τῆς Ιρλανδικῆς Κυβέρνησης πού στό κάτω κάτω ἀπό τίς πολιτικές της θέσεις ἔχει περισσότερους λόγους νά σέβεται τήν κοινοτική ἀλληλεγγύη ἀπό τήν Ἑλληνική.

Γιά τό Κομμουνιστικό Κόμμα Ἐλλάδας θέματα παγκόσμιας εἰρήνης δέν είναι διαπραγματεύσιμα, δταν μάλιστα ή ἄλλη πλευρά είναι ἀφερέγγυα καὶ πολεμοκάπηλη, δικαίως ή Κυβέρνηση Thatcher, πού πέρα ἀπό τά ἄλλα δέν φαίνεται νά ἔχει καὶ τίς καλύτερες προοπτικές πολιτικῆς ἐπιβίωσης.

Τρίτο, τό σοσιαλιστικό ψήφισμα ἀγνοεῖ τήν ἀνάγκη ἐφαρμογῆς τῆς ἀπόφασης τοῦ OHE γιά τήν ἀποαποικιοποίηση τῶν Φάλκλαντ παράλληλα μέ τήν ἀπόφαση 502. Υπάρχει ἀκόμη καιρός γιά τίς ἐννέα Χῶρες μέλη, πρίν ή κ. Thatcher δόηγήσει ὁριστικά τήν κατάσταση στό γκρεμό.

Γιά δλους αὐτούς τούς λόγους τό Κομμουνιστικό Κόμμα Ἐλλάδας δέν θά ύπερψηφίσει τήν πρόταση τῆς Σοσιαλιστικῆς Όμάδας.

**De Voorzitter.** – Het woord is aan de heer Beyer de Ryke.

**M. Beyer de Ryke.** – Monsieur le Président, mes chers collègues, je remercie la majorité du Groupe libéral et démocratique de s'être montrée vraiment libérale en me permettant de refléter, au nom d'un certain nombre de mes collègues, un sentiment différent. Différent non point dans le sens où nous approuverions le général Galtieri d'avoir voulu conclure par la force un litige réel à propos de droits contestés. Différent, parce que nous pensons qu'à l'offense, la Grande-Bretagne a répondu par une réaction tellement disproportionnée que ses conséquences risquent de se révéler incalculables. Et lorsque je dis « risquent », le mot est trop prudent ; lorsque je dis « incalculables » je me reprends car déjà les conséquences se calculent en nombre de tués de part et d'autre.

Il y a plus. En coulant le Belgrano, en dehors de la zone de combat établie par elle-même, la Royal Navy a sans doute torpillé l'occidentalisme de l'Argentine. Sous prétexte de refuser un Munich maritime, la Grande-Bretagne risque de provoquer durablement un pacte soviéto-argentin.

C'est à une entreprise de déstabilisation à l'échelon du continent latino-américain que Mme Thatcher se voe avec un bonheur certain et une singulière inconscience. Elle réussit davantage encore, car l'axe Nord-Sud se confirme, au sein même de l'Europe. L'Espagne se trouve à cet égard en état de dissidence morale par rapport à d'autres pays européens ; l'Italie elle-même, dont tant d'Argentins sont les fils, commence à s'interroger. Les Anglais – et je le dis sans la moindre ironie, avec le plus profond respect et avec la plus profonde admiration – sont un grand peuple, mais parfois leur erreur est à la mesure de leur orgueil, et lorsque l'orgueil s'avère suicidaire, non seulement pour eux mais pour nous, nous sommes un certain nombre à ne pouvoir les suivre. Par conséquent, nous demandons la levée de l'embargo, à l'exception naturellement de l'embargo sur les armes, ainsi que le retrait simultané des forces belligérantes et nous appuyons tous les efforts destinés à remporter la seule victoire qui soit, la paix.

J'ajouterais, à titre personnel, mais j'en suis convaincu aussi, cette fois, au nom de tous mes collègues, que je m'associe ardemment au souhait que l'Argentine libère sur-le-champ les trois journalistes britanniques et se rende compte que, pour un pays démocratique – et la Grande-Bretagne est un pays démocratique – l'information est un honneur et non de l'espionnage.

**Le Président.** – La parole est à Mme Castellina.

**Mrs Castellina.** – Mr President, I shall use my one minute and forty seconds just to explain the significance of the two amendments that I have tabled on the Glinne motion for a resolution.

Firstly, without going into the vexed question of whether these islands should be called the Falklands or the Malvinas, it is quite certain that the disproportionate use of military force by Great Britain, which has made negotiations much more difficult, should induce the Community to abandon its solidarity with Mrs Thatcher and suspend the economic sanctions. This, by the way, is the point of view being voiced by the governments of many Community Member States at home, but not the official stand taken at the recent meeting of the Foreign Ministers in Liège, which not only did not suspend the embargo but actually prolonged it. This Parliament should express its disapproval and not just appeal to the necessity to respect Resolution 502 of the United Nations, which in the present conditions is somewhat out of date.

Secondly, if we are, as the Glinne resolution urges, to pursue the negotiations in order to reach an agreement between Argentina and Britain, we should also bear in mind that the Falklands had been included since the beginning of the sixties in the list of 24 territories due for decolonization, which means that some Argentinian right to sovereignty had already long been established. This does not justify General Galtieri's move, but it emphasizes how much Great Britain was to blame for not having been able in so many years to agree on a solution. I, as most of you – I am sorry, not all of you, for many of you until yesterday never objected when military supplies were sent to Galtieri – hate the Argentinian fascist régime, but it is not very honest to oppose fascism from a point of view which is still so marked by a colonialist spirit, and may well seriously undermine anti-fascist values. That is the least one can say.

The fact that not everyone understands this has been proved by all the interventions expressing astonishment that all the Latin American peoples, just as the Third World as a whole, should take the side of the Argentinians. Well, you have tried to force the present conflict into the narrow framework of West-East contradictions, but you did not understand that the North-South contradiction does not fit in and is probably far more important.

**Le Président.** – La parole est à M. Romualdi.

**Romualdi.** – Onorevoli colleghi, esprimendo tre settimane fa la piena solidarietà politica e morale dei nove paesi della Comunità alla Gran Bretagna – che nessuno, credo, ha difficoltà a confermare in questo momento nella maniera più piena – ci dicemmo contrari alle sanzioni economiche. In primo luogo perché era ed è sempre più evidente che tali misure – prese nello stesso momento in cui la task force inglese partiva dall'Inghilterra alla riconquista delle isole Falkland – non solo non avrebbero favorito soluzioni pacifiche del conflitto ma le avrebbe rese più difficili, come è avvenuto in realtà, rafforzando la solidarietà degli argentini con i loro governanti, legittimandoli sul piano nazionale non alla resa ma alla più dura resistenza.

In secondo luogo perché tali misure economiche non potevano non essere destinate a sconvolgere, anche a nostro danno, i rapporti economici e finanziari, e quindi anche quelli politici, non soltanto fra l'Argentina e l'Europa, ma fra l'Europa e la quasi totalità dei paesi dell'America meridionale, e non soltanto di questi. Sto pensando in questo momento ai paesi impegnati nel Dialogo Nord-Sud ed ai rapporti Est-Ovest. Il governo argentino si era reso colpevole di un inaccettabile atto di forza, che doveva essere condannato e determinare la nostra solidarietà alla Gran Bretagna. Qualsiasi riserva – anche la più seria e fondata – sulla legittimità della formale sovranità inglese su quelle lontane isole, care al cuore e forse a taluni interessi degli argentini – ai quali in un tempo lontano erano state tolte con la forza – non poteva, comunque, giustificare la decisione del governo argentino.

Fin qui siamo tutti d'accordo, signori Presidente del Consiglio e della Commissione, onorevoli colleghi, ma rispondere ad un atto di forza – sia pure grave e riprovevole, anche se praticamente senza alcun danno materiale per nessuno – con un vero e proprio atto di guerra, non è precisamente, a nostro avviso, ciò che esigono lo spirito e la sostanza dei principi e degli impegni internazionali in nome dei quali il gesto del governo argentino doveva essere condannato, ed è stato condannato, come abbiamo detto, da tutto il mondo occidentale e libero.

Ma a questo punto, considerato il drammatico e mortale carattere ormai assunto dall'avvenimento, continuare nelle sanzioni economiche – che incidono sia pure indirettamente sulla stessa situazione militare – non significa operare per una soluzione pacifica del conflitto tragicamente in atto, ma comprometterla, dovendo anche tenere ora doverosamente conto della dignità e dell'onore dei popoli che vi sono direttamente impegnati.

Per quanto possa essere amaro constatarlo, la sola cosa da fare, se si vuole sul serio tentare di evitare il peggio, è cercare di convincere tutti della suprema necessità di porre fine ad ogni atto di guerra, compreso il blocco navale, impegnandoci tutti però – ancora più concretamente di quanto non abbiamo fatto finora – per costringere il governo argentino a procedere immediatamente allo sgombero delle isole Malvine, come vuole la risoluzione n. 502 delle Nazioni Unite che in queste condizioni è diventata di difficile attuazione. Per la futura sovranità delle stesse isole occorrerà rimettersi ad un arbitrato delle Nazioni Unite, o della Corte dell'Aia, o di qualunque altro organismo internazionale concordemente designato.

Cari colleghi, dobbiamo tutti renderci conto che è venuto il momento di far prevalere su qualsiasi altra considerazione di principio o di fatto il senso di responsabilità e la visione generale dei pericoli che il conflitto determina. Certo, il principio che nessuno può farsi ragione con la forza è un principio fondamentale da difendere ad ogni costo; ma ad ogni costo politico, non scatenando una guerra dalle conseguenze umane, politiche e militari imprevedibili. Questa non è saggezza, è esattamente il contrario!

Siamo certi che il popolo britannico, nella sua secolare esperienza politica, non può non rendersene conto e non capire che la nostra solidarietà non può essere più priva di riserve e di preoccupazioni.

**Le Président.** – La parole est à M. Antonozzi.

**Antonozzi.** – Onorevole Presidente, onorevoli colleghi, dirò quel che penso nell'ambito di questo dibattito sulla situazione nel sud-Atlantico, con un breve intervento. Il 22 aprile il Parlamento europeo votò una risoluzione che esprimeva un giudizio, una solidarietà, una speranza. Il giudizio di allora rimane valido, perché è il governo argentino che, unilateralmente, ha preso iniziative illegittime e pericolose per la pace. La solidarietà per la Gran Bretagna resta confermata, per ragioni generiche e motivi specifici. Ma la speranza è andata delusa, almeno per ora. Vi sono state, infatti, iniziative militari cruente, alternate e incrociate, che hanno aumentato i pericoli per la pace.

Per questi motivi ora – prima di esprimere con la solidarietà politica immediate ipotesi operative della stessa che possano incoraggiare iniziative di ulteriore turbamento della pace – chiediamo, con senso di responsabilità, con vigore e convinzione, alle due parti di accedere alla risoluzione del-

**Antoniozzi**

l'ONU e realizzare le forme ancora possibili di tregua che conducano al negoziato.

L'Europa ha il diritto e il dovere, per le sue scelte e la sua vocazione, di chiedere con forza che si torni alla saggezza, per contribuire a ristabilire la pace locale nel sud Atlantico, evitando problemi per la pace nel mondo.

Questa è la nostra effettiva speranza, e sono certo che è anche quella dell'amica Gran Bretagna e dell'amico popolo argentino.

**De Voorzitter.** – Het woord is aan de heer de Goede.

**De heer de Goede.** – Mijnheer de Voorzitter, ik zal in twee minuten ons standpunt mededelen. In de Falkland-crisis staan belangrijke zake op het spel. Ten eerste de internationale rechtsorde die handhaving vereist; agressies behoren te worden afgestraft en resolutie 502 van de VN spreekt dan ook duidelijke taal: terugtrekking van Argentijnse troepen van de bezette eilanden. Die opvatting wordt door ons gesteund.

Minder gelukkig zijn wij met de akelige flinkheid van mevrouw Thatcher. Het is niet verstandig een Britse nationale psychose te veroorzaken die een soort heilige oorlog veronderstelt en te weinig rekening houdt met het uit de hand kunnen lopen van het conflict. Was het torpederen van de Argentijnse kruiser waarbij enkele honderden slachtoffers vielen onvermijdelijk? Wij hebben er onze twijfels over. Wordt er niet wat al te gemakkelijk van Britse zijde over allerlei militaire operaties gesproken zoals het bombarderen van Argentijnse vliegvelden op het vasteland tot, in een deel van de Britse pers, zelfs het inzetten van tactisch nucleaire wapens. Matiging van Britse zijde zou ons verstandig lijken.

Ten tweede, op het spel staat ook de solidariteit van de Europese Gemeenschap. Het gemeenschappelijk embargo lijkt een goede zaak maar twee duidelijke voorwaarden spelen daarbij naar onze mening een doorslaggevende rol: a) slechts een effectieve handelsboycot kan indruk maken. Het nu voor deze week van de agenda afgevoerde verslag-Seeler geeft uitvoerig aan hoe moeilijk dat bereikbaar is. Teveel mislukkingen, omzeilingen maken dat wapen bot. Een goede zaak vinden wij dat andere landen zoals Japan zich hierbij hebben aangesloten, en b) solidariteit met Engeland veronderstelt ook een gemeenschappelijke opvatting over het te voeren beleid met betrekking tot Argentinië, dus geen blanco cheque aan onze Britse vrienden en ik denk dat dat hen het afgelopen weekend ook bijzonder duidelijk is gemaakt. Ook

het Parlement zou er goed aan doen dat uit te spreken. Diplomatische druk behoort te worden opgevoerd, wapengekletter te worden gematigd.

Mijn slotopmerking is dat ik graag zou zien dat de Britse vrienden ook in andere kwesties: landbouwprijzen, Britse bijdrage, dezelfde gemeenschappelijkheid zouden demonstreren zoals de Negen dit nu doen in deze operette-achtige Falkland-oorlog. De ontwerp-resolutie-Glinne komt het dichtst in de buurt van onze opvattingen. Die zullen wij steunen.

**De Voorzitter.** – De gecombineerde beraadslaging is gesloten.

Het woord is aan de heer Balfe.

**Mr Balfe.** – Mr President, under Rule 85 of the Rules of Procedure and in protest at the cynical way in which the European Democratic Group voted the Ecevit debate off the agenda and manipulated the time of this vote, I would like to move that these resolutions be referred to committee.

(Parliament rejected Mr Balfe's proposal)

\* \*

<i>Afstemmingen</i>
<i>Abstimmungen</i>
<i>Ψηφοφορίες</i>
<i>Votes</i>
<i>Votes</i>
<i>Votazioni</i>
<i>Stemming (1)</i>

\* \*

(La séance est levée à 17 h 20, est reprise à 17 h 30)

**IN THE CHAIR : LADY ELLES**

*Vice-President*

**President.** – I call Mr Forth to speak on a point of order.

(1) Cf. annex